

## **Le président cubain Raul Castro est attendu à Paris le 1er février** **Une vision libertaire de Cuba** (extraits, 2015)

29.01.16 <http://www.polemicacubana.fr/?p=11452>

**En mai, François Hollande s'était rendu à Cuba où il avait rencontré Raul Castro mais également son frère Fidel Castro. Il s'agissait de la première visite d'un président français depuis l'indépendance de l'île en 1898, mais également de la première visite d'un chef d'État occidental depuis l'annonce du dégel entre Cuba et les États-Unis, fin 2014.**

A La Havane, le président français avait notamment plaidé pour la levée de l'embargo économique américain contre Cuba qui a selon lui « tant nui » au développement de l'île depuis la crise des missiles américano-soviétique de 1962.

Chaque année depuis 1991, Paris vote en faveur de la résolution demandant la levée de cet embargo à l'Assemblée générale de l'ONU.

Fidel Castro, qui a cédé les rênes du pouvoir à son frère en 2006, s'était pour sa part rendu en France pour une visite d'État en mars 1995, dans les dernières semaines du mandat de François Mitterrand, seul prédécesseur de gauche de M. Hollande à l'Élysée sous la Ve République.

Président du Conseil d'Etat, du Conseil des ministres et premier secrétaire du Parti communiste, Général d'armée (quelques-unes de ses fonctions officielles), le frère cadet de Fidel Castro est au pouvoir depuis 57 ans, bien plus d'un demi-siècle.

Cuba reste un régime militaire. Neuf des 14 membres du bureau politique, dirigé par le Parti communiste, sont des officiers. De même, cinq des sept membres du Conseil des ministres sont des officiers. Et les dirigeants d'entreprise sont également des officiers.

Un appel récent lancé par Jacobo Machover contre la visite du chef d'État cubain indiquait que « *Raul Castro est celui qui, dès la prise du pouvoir, en janvier 1959, a fait, le premier, fusiller des dizaines de prisonniers en une seule nuit à Santiago de Cuba après un « procès inique de moins d'une demi-heure. Tout au long de son mandat à la tête des Forces armées et de la répression interne, il fit exécuter, emprisonner, et poussa à l'exil des dizaines de milliers d'opposants, par le biais des tristement célèbres « Tribunaux révolutionnaires » et autres juridictions militaires, toujours en activité. Il en est ainsi lorsque le gouvernement décide de se débarrasser de potentiels rivaux, comme lors du « procès Ochoa » en 1989, lorsque des officiers supérieurs sont passés par les armes, ou quand des jeunes voulant abandonner le pays sont condamnés à mort en 2003, lors du « printemps noir », après une parodie de procès.* »

Barack Obama a initié, en décembre 2014, un rapprochement qui a conduit au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays et à de multiples gestes d'amitié dans le but de convaincre le Congrès, à majorité républicaine, de voter la levée de l'embargo. En échange, Raúl Castro, malgré quelques mesures visant à une libéralisation en trompe-l'œil de l'économie de Cuba, n'a fait que renforcer la répression.

François Hollande s'est engouffré dans la brèche, allant même au-delà en rencontrant à La Havane, en avril 2015, un Fidel Castro réduit à l'état de vieillard gâteux. Il oubliait, ce faisant, ses déclarations passées condamnant sans ambages, en 2003, « *un pouvoir personnel, voire dynastique, refus d'élections libres, censure, répression policière, enfermement des*

*dissidents, camps de travail, peine de mort, bref, l'arsenal complet d'une dictature* ». Celle-ci est toujours en place. Son but est de se perpétuer à l'infini en portant aux postes-clés du pouvoir les héritiers de la famille Castro qui ne se cachent même pas lorsqu'ils profitent des plaisirs « capitalistes » à l'étranger (vacances méditerranéennes sur des yachts de luxe, par exemple), affichant leur indifférence totale au sort d'un peuple soumis au rationnement et à la répression.

La dette de Cuba auprès du Club de Paris, dont la plus grande partie envers la France, a été tout simplement annulée. Des milliers de Cubains continuent à fuir la terreur et leurs déplorables conditions de vie en traversant le détroit de la Floride ou bien -ce qui est encore plus dangereux- en s'aventurant vers d'innombrables pays d'Amérique latine, avant d'être bloqués en Amérique centrale sur leur route vers les États-Unis.

L'accueil de Raúl Castro en France n'entraînera que le renforcement de son pouvoir.

**Une vision libertaire de Cuba** (extraits, 2015)  
<http://www.polemicacubana.fr/?p=11438>

**- Débutons par les derniers événements officiels à Cuba. L'ambassade américaine est de nouveau ouverte. Et la visite du pape est proche. Que diriez-vous à propos de la situation politique, économique et sociale, sur les libertés, etc., sur ce qui se passe sur l'île en ce moment ?**

Isbel : Cuba vit un processus soutenu et sans ambiguïté de restauration du capitalisme, il est dirigé par les élites politico-militaires au pouvoir sur l'île. Ce processus implique la libéralisation de l'économie, avec l'habilitation des mécanismes d'investissements étrangers connus, la renégociation de la dette extérieure, l'obtention de crédits à travers des organisations internationales, la promotion de « zones spéciales de développement » en dehors des législations du travail en vigueur et avec la flexibilisation nécessaire pour que les sociétés étrangères puissent agir librement, entre autres choses. Ils comptent avec le soutien enthousiaste de la majeure partie de la population, qui manipulée par les médias d'information (appartenant tous à l'État), croit que ces « ouvertures » auront un sens positif pour leurs économies domestiques, en particulier les mesures visant à promouvoir la propriété privée, sous la forme de petites entreprises appelées « indépendantes », qui sont en fait les germes de la classique exploitation d'un groupe de personne par d'autres. Tous les changements économiques de ces dernières années n'ont pas été suivis de changements dans les structures. Elles persistent dans un schéma anti-démocratique à ne pas être participatives, à ne pas être transparentes, elles sont accompagnées de la répression de la pensée et contre toute forme d'expression libre. À Cuba, il n'existe pas de mouvements sociaux, et la représentation politique est légale uniquement pour les instances du Parti communiste de Cuba et l'Union des jeunes communistes, deux institutions bureaucratisées qui n'ont de « communistes » que le nom. Voici quelques-unes des mesures prises : les prix des produits dans les points de vente en devises étrangères ont augmenté jusqu'à 240 % de plus que leur valeur ; on avance dans l'application d'un système fiscal complexe qui établit 19 types d'impôts, 3 contributions et 3 taxes ; une nouvelle loi de sécurité sociale a été adoptée, elle a augmenté de cinq ans l'âge de la retraite ; on ne cesse de réduire la quantité d'aliments que l'on distribue mensuellement à la population grâce à des subventions de l'État ; des réductions de dépenses publiques ont lieu dans les domaines de la santé (fermetures de centres médicaux et de cliniques, concentration des services spécialisés), dans la culture (réduction du budget, suppression de prix d'honneur), dans les sports (réduction du budget), tandis que s'accroît la reconnaissance et la légalisation de la propriété privée et des petits négoce privés ; à partir de 2011, ont été lancés les

licenciements de milliers de travailleurs du secteur public de l'État, afin d'atteindre le chiffre de 1,5 million de personnes licenciées en cinq ans ; la militarisation de la société a continué, avec la nomination au sein du Conseil d'État, du conseil ministres, du Bureau politique et du Comité central et de l'Assemblée nationale de hauts chefs militaires fidèles à Raul Castro et à son programme. On peut noter la prise d'indépendance vis-à-vis de l'État des sociétés subordonnées à l'armée, qui contrôlent des secteurs tels que la production agricole, des info-communications, de la sécurité de l'environnement, des investissements, du tourisme, de la construction, et de tous les secteurs stratégiques en plein essor. Enfin, l'adoption d'un nouveau Code du travail qui favorise l'exploitation privée des travailleurs, qui ne garantit pas la participation des travailleurs à la gestion et à la prise de décisions, ce Code du travail réduit les congés payés pour les employés dans les entreprises indépendantes de l'État (on ne leur donne pas le droit d'établir des conventions collectives du travail), il laisse hors de son champ d'application les coopérativistes et les autres travailleurs, il cache ses règlements connexes, et ne reconnaît pas le droit de grève. [...]

**- Qu'est-ce que l'Observatoire critique cubain ? Comment est-il né et quelles activités il développe ? Quelles sont les difficultés que vous avez à surmonter ? Avez-vous le soutien des gens ?**

Isbel : L'Observatoire critique (OC) a eu deux périodes. Jusqu'en 2014, c'était un réseau qui réunissait la somme qualitative de plusieurs projets socio-culturels qui, à partir d'un réseau de collectifs autogérés, contribuaient à l'élaboration de contenus libérateurs et populaires latents dans la société cubaine. Des chercheurs, des critiques, des professeurs, des artistes, des promoteurs culturels, des militants communautaires, des journalistes et des membres de mouvements émergents ont partagé un espace de diversité, de dialogue et de solidarité. Sur la scène cubaine et celle du monde, nous avons analysé et nous avons articulé des expériences, des pratiques et des connaissances libératrices comme une alternative aux aliénations capitalistes, autoritaires et coloniales.

Le réseau fut la conséquence naturelle (et souhaitée) des événements annuels parrainés par la chaire Haydée Santamaría depuis 2006, mais il a consolidé son fonctionnement à partir de 2009. Depuis lors, le projet global s'est développé considérablement grâce à de nouveaux militants qui ont approfondi leurs positions et donner cours à leur créativité dans leurs dynamiques organisationnelles.

A partir de 2015, cependant, après avoir analysé notre influence réelle et la crise née dans plusieurs des projets constitutifs, l'OC a cessé d'être un réseau, il est devenu un collectif d'activistes auto-organisé par les membres qui croient possible, aujourd'hui et demain, un monde où la vie quotidienne permette en liberté de donner cours aux potentialités de chaque personne sur la planète. Nous nous définissons comme anti-impérialistes, anticapitalistes, antiautoritaires, écologiques, respectueux de la pluralité et la diversité, antiracistes, antisexistes, solidaires, horizontalistes, antibureaucratiques et antimilitaristes.

Notre but est de créer des espaces libres de tous rapports de domination et de promouvoir l'activisme lié aux principes adoptés par notre projet. Pour ce faire, nous apportons nos critiques et nous faisons des propositions concernant la réalité politique et sociale, nous agissons au sein des communautés, nous dénonçons la réalité politique et sociale, nous opérons sur des plates-formes technologiques, nous appelons à des réunions, et nous nous concertons pour rester en accord avec nos idées. Notre espace décisionnaire et souverain est l'assemblée de nos membres.

Les difficultés sont les mêmes que celles précédemment signalées, les anarchistes qui font partie de l'Atelier libertaire Alfredo López font également également partie de ce collectif plus pluriel.

**- En termes de travail, qu'est-ce qui se passe dans les centres de travail ? Y a-t-il du chômage ? Y a-t-il de l'exploitation ?**

Isbel : Les luttes ouvrières des XIXe et XXe siècles ont été occultées grâce l'action de l'actuelle Centrale des travailleurs cubains (CTC), qui persiste à rester fidèle aux élites du parti, sans donner d'importance aux choix faits par le pouvoir. Cette centrale est orpheline d'un positionnement critique et véritablement anticapitaliste et antiautoritaire. Le XIe Congrès de la CTC, célébré en 1961, a confirmé la perte d'autonomie lorsque les délégués abandonnèrent presque toutes les conquêtes historiques du mouvement ouvrier : les neuf jours de congés maladie, la prime supplémentaire de Noël, la semaine de travail de 44 heures remplacées par les 48 heures, le droit de grève et l'augmentation de 9,09 %, entre autres. La CCT a été l'outil qu'a utilisé le gouvernement pour mettre en œuvre ses mesures récentes (les licenciements massifs, l'augmentation de l'âge de la retraite, l'adoption d'un code du travail anti-ouvrier, et d'autres). Dans les centres de travail règne l'apathie et le désenchantement. Avec un salaire moyen de 20 dollars par mois, les travailleurs cubains se rendent quotidiennement à leur travail dans les entreprises d'Etat sans espoir d'améliorer leurs conditions de vie, sans pouvoir se prononcer sur les décisions de leurs dirigeants, sans aucun contrôle sur la production et les destinées de celle-ci. Voilà pourquoi la perspective de voir arriver un nouvel exploitateur avec un visage plus moderne et plus technologisé (les sociétés d'investissement étrangères) a suscité un espoir dans ce secteur de la population. Les travailleurs ne veulent pas de négociation des conventions collectives du travail, ni des congés payés, ni des organes de justice du travail... ce qu'ils veulent c'est un salaire actuel plus important que celui d'aujourd'hui, et si il est en devise étrangère, ce sera encore mieux.

**- On parle dans les médias occidentaux de racisme et d'homophobie. Qu'en pensez-vous ?**

Isbel : C'est vrai, on assiste à la réémergence à Cuba de différentes expressions du racisme et de la discrimination raciale, tant au niveau de l'individu qu'à celui de la société, au sein des institutions de l'État et les structures du pouvoir. La profonde crise des années 90 et le retrait en partie de l'État, avec les ouvertures forcées qu'il autorisa alors conduisirent à ce que le racisme, caché jusqu'alors, refasse surface. Cette fois-ci avec une charge de cynisme et une facilité incroyables. Ainsi, les réformes économiques actuelles liées à la libéralisation du marché, testées sans la plus minime des lois qui protégerait efficacement les plus vulnérables, ont permis dans la finalité l'expression de la discrimination raciale. Le racisme institutionnel est parvenu avec un total « naturel » aux exclusions pour motif de couleur de peau dans les micro-entreprises liées au tourisme, à la sous-représentation des Noirs dans les salles de classe à l'université, et à leur sur-représentation dans les prisons et dans les quartiers marginalisés. 50 ans après le triomphe de la Révolution de 1959, au sein des populations d'ascendance africaine se reproduisent aussi les stéréotypes discriminatoires, et les normes de la consommation et les standards de la beauté sont aussi reproduits à partir des élites qui ont le pouvoir économique et politique. Ces élites ne font que sont suivre à leur tour les standards de la mondialisation.

Les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres, nous avons obtenu des avancées importantes au cours des dernières années, après avoir subi une répression profonde pendant les décennies postérieures à la Révolution de 1959. Dans tout cela, un rôle décisif a

été joué par la présence et l'expression des problèmes dans le travail de plusieurs artistes. Cependant, l'élan principal a été donné grâce à l'implication de Mariela Castro (la fille de l'actuel président), avec un travail de visibilité et de sensibilisation de cette réalité. Lors du dernier congrès du Parti communiste cubain. Il a été possible d'inclure un paragraphe dans la résolution finale qui reconnaît le droit des gens à ne pas être victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle. Cependant, l'inscription de ce paragraphe dans la loi et dans les pratiques réelles n'a pas encore été atteinte. Dans son essence, l'activité politique, tout au moins celle qui est légalement reconnue, reste entre les mains de certains secteurs et des autorités officielles, en laissant de côté (quand elles ne les taisent pas) les activités timides et précaires des acteurs indépendants. L'activisme LGBTI, par exemple, n'a pas réussi à placer la question de la discrimination dans le travail dans le cadre du nouveau Code du travail, en dépit du fait que beaucoup d'entre nous l'ont soulevé dans nos réunions ; mais la député Mariela Castro l'a obtenu. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il n'existe pas un activisme LGBTI dans la société civile ; mais son influence réelle reste négligeable ou quasi nulle en raison du système socio-politique actuel dans l'île. Voilà pourquoi les modifications du Code de la famille, importantes dans l'île parce que l'on dit qu'elles contiennent une proposition pour la reconnaissance légale du mariage entre personnes de même sexe, ont été reléguées durant plusieurs années.

Le jeune et indépendant activisme pour les droits des LGBTI à Cuba, lutte pour une législation de fond qui légitime nos droits et nous protège efficacement contre les discriminations dans la sphère publique, dans les institutions publiques, dans la famille, ainsi que dans les services publics de l'économie étatisée et de l'économie privée ; pour que cette législation s'inscrive dans une loi générale contre la discrimination. Il exige également le libre accès des groupes indépendants (non des groupes étatisés) aux médias afin de développer des campagnes publiques contre la discrimination, pour amplifier les demandes, visualiser notre réalité et ses problèmes, et construire une collectivité. Bien sûr, la demande pour la liberté d'association fait partie de cette lutte, qui stimule la croissance de la société civile sensibilisée par la promotion et à la défense de nos droits. La communauté cherche la reconnaissance juridique des familles homoparentales, une base fondamentale pour une nécessaire légalisation de l'adoption et pour l'accès aux méthodes de base de la reproduction assistée ; comme la nécessité d'un changement de stratégie pour garantir la reconnaissance des unions légales des couples homosexuels, face à l'imminent changement constitutionnel qui se prépare aujourd'hui dans le dos du peuple.

### **- Vous avez introduit le concept de mémoire historique...**

Mario : Nous avons été au courant de ce qui a été discuté de façon intensive en Espagne, à propos d'un concept comme celui de la « mémoire historique » et de la diversité des positions qui ont été générées, et surtout comment ce concept a depuis été largement nationalisé et étatisé, et ce à propos de la mémoire collective en rapport à la guerre civile et la dictature de Franco. À Cuba, cependant, quand nous parlons de la mémoire historique nous lui avons presque toujours donné un nom : populaire et prolétarienne, deux mots qui ont subi un discrédit quasi universelle, et Cuba n'a pas été différente des autres pays à ce propos. Mais dans une société où le dispositif policier et culturel de l'État cubain a monopolisé à son avantage la représentation folklorisée de tout ce qui est populaire et prolétaire, et où les nouvelles sensibilités conservatrices et de droite ont supprimé ces mots de leur vocabulaire (comme ailleurs). Plusieurs d'entre-nous, dans le circuit acrate de l'activisme contre le racisme et la colonisation culturelle ont utilisé ces termes pour définir une action publique afin de se libérer du régime de l'amnésie officielle et de faire connaître les noms de

combattants et des militants sociaux, les expériences libératrices, les espaces et les savoirs acquis dans le monde populaire et prolétarien sur l'île. Sinon, aujourd'hui il ne resterait que des traces de leur existence, nous serions condamnés à l'infâme mémoire historique du pouvoir et de ses intellectuels organiques (les cyniques ou les désenchantés, ou les militants enthousiastes qui produisent la même chose). Je pense qu'un élément important de nos efforts pour développer une perspective libertaire et antiautoritaire à Cuba doit passer par la production d'une autre mémoire historique pour l'avenir de notre société, une mémoire qui éclaire et contraste les alternatives qui ont existé face à l'ordre établi depuis plus d'un demi-siècle.

### **- Qu'est-ce qui sauverait la Révolution ?**

Isbel : Sa volonté (à un certain moment) de s'élever comme une expérience politique-sociale-économique différente des démocraties bourgeoises qui dominent du monde.

La portée universelle de ses services de santé et d'éducation (qui sont aujourd'hui en danger), bien que leur niveau de qualité laisse beaucoup à désirer.

Son anti-impérialisme, en prenant pour acquis que cela a toujours un discours partiel, il n'a pas inclus les pratiques impérialistes de la Russie ou de la Chine, aujourd'hui ce discours n'existe plus.

Un certain sens de l'égalité et de dignité, qui persiste encore répandu parmi les gens du peuple, et qui est un outil fondamental pour identifier et démonter les injustices.

Mario : Les énergies de révolution spirituelle, de décolonisation culturelle, de dignification du monde populaire, le désir de la connaissance universelle qui dans certains secteurs sociaux et dans des moments spécifiques a généré l'événement révolutionnaire de 1959 à Cuba.

### **- La gauche occidentale refuse d'être critique contre l'état autoritaire et blâme toujours l'embargo. Toute critique est capitaliste. Que leur diriez-vous à partir de votre regard libertaire et dans l'île ?**

Isbel : Il n'est pas possible de continuer à penser que la répression, l'absence de liberté, la corruption, le manque de transparence, ne sont condamnable que lorsque la droite est au pouvoir. Les régimes autoritaires qui s'autoproclament de gauche, ont été l'expression sans équivoque de ces mêmes excès, et Cuba n'est pas une exception. En outre, il est impossible de construire le socialisme avec des réformes capitalistes. Un travailleur licencié est un travailleur licencié, à Cuba ou en Espagne. Je sais que Cuba a toujours été une référence sur le plan mondial par son opposition à l'impérialisme américain, mais il ne nous reste même plus cela, en raison du rapprochement en cours entre les États américain et cubain, et la levée imminente du blocus. Nous, les libertaires cubains nous avons été seuls pendant des décennies, mais maintenant, avec l'émergence de gouvernements « progressistes » en Amérique latine, notre situation est moins particulière et nos luttes ressemblent aux luttes des libertaires du Venezuela, d'Argentine et du Brésil. Si vous êtes intéressé par Cuba, cherchez la vérité en dehors du discours officialiste (qui par essence méprise les luttes des exploités dans le monde). Je ne dis pas que mes mots sont les dépositaires de la vérité ; Je dis juste qu'au sein du pouvoir détenu par les élites militaires et celles du parti qui dominent tous les médias sur l'île, définitivement, on ne trouve pas la vérité.

Mario : Je dirai que Cuba en plus d'être une société qui a servi de référence pour la plupart des partis de gauche dans le monde, est une société avec un État, un gouvernement,

des prisons, des quartiers bourgeois, des classes moyennes cosmopolites, des quartiers marginalisés, du racisme, du sexisme, des centralismes. Cuba en plus d'avoir d'importants indicateurs de qualité de vie que l'on peut montrer au monde, c'est aussi une société commune qui souffre de diverses attaques de l'étatisme, des impérialismes et du capitalisme national. Ces agressions ne diminueront pas, mais elles deviendront beaucoup plus évidentes et agressives, et les efforts dialectiques qui dans un passé récent ont servi de base au fameux « soutien critique à la Révolution [l'État] cubain », dans les années à venir ne serviront plus beaucoup. Par conséquent, nous faisons partie de ce monde qui souffre et qui fait face à cette machine normalisée d'oppression standardisée et globale qu'on peut trouver partout.

Face aux changements d'orientation des timoniers de l'État cubain, nous devons continuer à dire que le fait de maintenir des propos selon lesquels toute critique de Cuba est pro-capitaliste est un acte d'une grande arrogance idéologique et suicidaire, par rapport à la droite néolibérale pro-impérialiste cubaine qui gagne chaque jour plus d'espace et de disciples. La solidarité internationale doit servir de contrepoids à la solidarité de la droite internationale, qui est également bien consciente de ce que cela signifie de détruire le mythe de Cuba, malgré tous ses défauts.

### **- Quels sont vos projets ?**

Isbel : Il y a beaucoup de projets dans lesquels je suis impliqué. Le Garde-forestier est un projet écologiste qui s'est radicalisé au fil du temps. Je fais également partie du Projet arc-en-ciel, un groupe anticapitaliste et indépendant luttant pour les droits de la communauté LGBTI. La dernière création est la CUP (Consommateurs et utilisateurs protégés) qui essaye de pousser les gens vers l'auto-défense de leurs droits face aux abus et aux violations des institutions étatiques et privées cubaines. Mais le plus important, celui qui demande le plus d'énergie, c'est l'Atelier libertaire Alfredo López. En ce moment, nous lançons une souscription sur le net pour réunir en 2016 l'argent nécessaire pour acquérir notre siège : un Centre social et une bibliothèque libertaires. Avec ce centre, beaucoup de nos difficultés pourront être résolues, et notre impact social sera énorme. Nous espérons pouvoir compter avec l'aide de tous et de toutes.

**Entretien recueilli par Juana Vazquez. Équipe El Topo**

Traduction de Daniel Pinós. Groupe d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba (GALSIC)